



## Séance ordinaire du mardi 13 février 2024

L'an deux-mille-vingt-quatre et le treize février, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des délibérations de Montpellier Méditerranée Métropole

Environnement

Nombre de membres en exercice : 92

### Présents :

Tasnime AKBARALY, Luc ALBERNHE, William ARS, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Zohra DIRHOUSI, Alenka DOULAIN, Abdi EL KANDOUSSI, Maryse FAYE, Jean-Noël FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Laurent JAOU, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Nathalie LEVY, Eliane LLORET, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Marie MASSART, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Julien MIRO, Bernard MODOT, Séverine MONIN, Arnaud MOYNIER, Véronique NEGRET, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Eric PENSO, Joël RAYMOND, René REVOL, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Anne RIMBERT, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Radia TIKOUK, Isabelle TOUZARD, Bernard TRAVIER, Joëlle URBANI, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA, Patricia WEBER.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, Geniès BALAZUN, Mathilde BORNE, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Fanny DOMBRE-COSTE, Hind EMAD, Régine ILLAIRE, Mylène MIFSUD, Patricia MIRALLES, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Clothilde OLLIER, Marie-Delphine PARPILLON, Céline PINTARD, François RIO, Philippe SAUREL.

Absent(es) / Excusé(es) :

Florence BRAU, Bernadette CONTE-ARRANZ, Stéphanie JANNIN

## **Environnement - Rapport sur la situation de Montpellier Méditerranée Métropole dans la prise en compte des objectifs de développement durable - Année 2023**

Madame Isabelle TOUZARD, Vice-Présidente, rapporte :

En application de l'article 255 de la loi Grenelle 2, dont les dispositions ont été introduites dans le Code général des collectivités territoriales (CGCT), et en référence à la circulaire du 3 août 2011 relative à la situation en matière de développement durable dans les collectivités territoriales, Montpellier Méditerranée Métropole est tenue de présenter, préalablement au débat sur le vote du budget, un rapport sur la situation en matière de prise en compte du développement durable.

Conformément aux évolutions réglementaires intervenues depuis, la présentation des différentes actions de transition conduites en 2022 s'effectue suivant les cinq finalités du développement durable, définies par le Code de l'environnement :

- La lutte contre le changement climatique ;
- La préservation de la biodiversité, la protection des milieux et des ressources, ainsi que la sauvegarde des services qu'ils fournissent et des usages qui s'y rattachent ;
- La cohésion sociale et la solidarité entre territoires et entre générations ;
- La transition vers une économie circulaire ;
- L'épanouissement de tous les êtres humains.

et selon les éléments de méthode inhérents au développement durable : la participation des acteurs et actrices et de la population, le pilotage et la transversalité des démarches, l'évaluation et la stratégie d'amélioration continue.

### **Une montée en puissance de la lutte contre le réchauffement climatique, s'appuyant sur de nombreuses actions structurantes**

A la suite de l'approbation du Plan Climat Air Energie Territorial solidaire (PCAETs) en février 2023, de nombreuses actions structurantes contribuent à l'atteinte des objectifs de ce Plan Climat de réduction des émissions de gaz à effet de serre et des consommations d'énergie.

Ainsi, en matière de mobilités, la préparation de la gratuité totale des transports s'est poursuivie avec une mise en œuvre visée au 21 décembre 2023, ainsi que le soutien au développement du covoiturage via un partenariat avec la société Klaxit et l'aide à l'achat de vélos à assistance électrique. Ces deux derniers dispositifs rencontrent un fort succès, attestant du changement progressif des comportements liés aux mobilités. La seconde étape de la Zone à Faibles Emissions (ZFE) est également entrée en vigueur.

En interne, la Métropole a poursuivi la conversion de son parc auto, grâce au remplacement de véhicules thermiques par des véhicules électriques ou GNC. Cette démarche bénéficie d'un soutien de l'ADEME. La Collectivité a également révisé son Plan de Mobilité Employeur, dans la perspective de la gratuité des transports qui concernera les agents de la Collectivité résidant sur le territoire de la Métropole.

Concernant l'aide à la rénovation énergétique des logements, l'offre de service portée par le Guichet Rénov'Occitanie, piloté par l'Agence Locale pour l'Energie et le Climat (ALEC), s'est poursuivie, avec comme évolution notable le doublement de l'aide à la rénovation énergétique des logements à destination des ménages, passée de 1300 à 2600 € en octobre 2023. Des projets de rénovation des logements individuels ou en copropriété sont portés grâce à différents dispositifs, comme par exemple le programme Ecocité - Ville de Demain sur la rénovation BBC de trois copropriétés.

La Collectivité a élaboré en interne une planification pluriannuelle de rénovation de ses bâtiments, priorisant les sites les plus consommateurs d'énergie et respectant les échéances de 2030 issues du décret relatif à la rénovation des bâtiments tertiaires (dit décret tertiaire). Les actions en investissement permettant une baisse fiable et garantie des consommations seront privilégiées. Les contraintes et les besoins nouveaux éventuels liés à l'usage seront également pris en compte.

L'adoption en octobre également du Plan Lumière, définissant une stratégie globale d'éclairage public pour les 31 communes de la Métropole, marque une avancée essentielle en termes de prise en compte de nouveaux enjeux esthétiques, sécuritaires, environnementaux et sanitaires, économiques et sociétaux dans la gestion de l'éclairage public. Le renouvellement du parc de luminaires et les projets d'extinction de l'éclairage la nuit se sont par ailleurs poursuivis.

En termes de planification énergétique, un Schéma Directeur des Energies a été approuvé, déclinant les objectifs de la Métropole de réduction des consommations énergétiques et de développement des énergies renouvelables, en substitution aux énergies fossiles, à l'horizon 2030. Un Plan Solaire 2050, adopté en juillet, détaille plus précisément la feuille de route relative au développement de la filière solaire photovoltaïque. Enfin, un nouveau contrat de concession avec GRDF est entré en vigueur le 1<sup>er</sup> juillet. Il porte sur la période 2023-2043 et comprend un plan d'actions en faveur de la transition écologique, portant notamment sur la lutte contre la précarité énergétique, la suppression du chauffage au fioul, le développement de la production locale de gaz renouvelable, et l'accompagnement à la mobilité gaz renouvelable.

### **La préservation de la biodiversité, la protection des milieux et des ressources au cœur des politiques agricoles et eau de la Métropole**

Dans ce domaine, la Métropole continue à mettre en œuvre une politique agricole et alimentaire axée notamment sur la préservation du foncier agricole grâce à une variété de dispositifs, et sur l'accompagnement des exploitants vers le passage à l'agriculture biologique. Cette politique mobilise de nombreux partenaires du territoire, notamment associatifs et dans le monde de la recherche.

La protection de la biodiversité est au cœur du projet de Grand Parc du Lunaret, qui englobera le zoo, la base nautique de Lavalette et le bois de Montmaur. Un concours a été lancé sous la forme d'un appel à candidatures et a permis de retenir une équipe pour repenser cet espace. Les projets de sensibilisation à l'environnement et au développement durable, portés par l'Ecolothèque, se sont par ailleurs poursuivis avec comme nouveautés en 2023 la mise en ligne d'une plateforme « *Nature en Jeux* », un site internet de partage des ressources ludo-pédagogiques « *environnement, biodiversité et culture scientifique* », et la publication d'un catalogue d'animations à destination des écoles autour de la culture scientifique, la nature et l'environnement, élaboré en collaboration avec la Direction des services départementaux de l'éducation nationale de l'Hérault.

Par ailleurs, la réalisation d'un atlas métropolitain de la biodiversité a été initiée avec un accompagnement de l'Office Français de la Biodiversité. Ce projet, d'une durée de trois ans, permettra de contribuer à une meilleure prise en compte de la biodiversité dans les documents de planification et les projets d'aménagement, mais également de travailler avec les communes à développer la participation citoyenne sur ce sujet.

En matière d'économies d'eau, enjeu crucial pour la Métropole, l'entrée en vigueur en janvier 2023 de la nouvelle tarification sociale et écologique de l'eau constitue une avancée majeure. La réalisation d'un schéma directeur de l'eau brute, permettant d'identifier des sources d'eau brute (rivière, recyclage d'eaux usées, forage) pour des usages de type nettoyage urbain, arrosage, défense incendie, va également dans le sens d'une économie de la ressource en eau potable. La candidature à un appel à manifestation d'intérêt de l'Agence de l'Eau Rhône Méditerranée Corse Eau et climat va par ailleurs permettre de porter un projet d'expérimentation sur un quartier démonstrateur en matière d'eau et d'adaptation au changement climatique.

### **De nombreux projets visant à lutter contre la pauvreté et à promouvoir la cohésion sociale et la solidarité entre territoires et entre générations**

Après plus d'un an de concertation et de travail avec les partenaires locaux, un dossier de candidature à l'expérimentation Territoire Zéro Chômeur de Longue Durée a pu être déposé en décembre 2023. Il s'agit de créer les conditions d'un Droit à l'Emploi pour les personnes qui en sont privées durablement dans les quartiers des Hauts de Massane à Montpellier et de la Valsière à Grabels, et de permettre à 400 habitants de ces deux quartiers de retrouver un emploi adapté à leurs compétences. L'habilitation espérée par Montpellier et Grabels doit permettre d'obtenir des aides de l'Etat pour financer les salaires des emplois créés.

L'Association Organisme de Foncier Solidaire (OFS) de Montpellier Méditerranée Métropole, créée en 2021, constitue une réponse aux besoins de production d'une offre de logements abordables à destination des ménages modestes et de la classe moyenne sur le territoire. En 2023, le conseil d'administration de l'OFS a approuvé les huit orientations stratégiques visant à en faire un acteur de référence concernant les baux réels solidaires, qui permettent de dissocier l'acquisition de la propriété du sol et du bâti.

Dans le cadre du « *Contrat de Ville* », différents partenaires se sont engagés à réduire les inégalités au sein des 12 quartiers retenus, tous situés sur la ville de Montpellier. En 2023, dernière année du Contrat de Ville actuel, 368 projets ont été soutenus financièrement avec des crédits des différents partenaires du Contrat de Ville. La Métropole a accompagné 116 associations portant 164 projets.

Par ailleurs, la Métropole porte une stratégie de lutte contre la précarité alimentaire, avec une variété de projets dont l'un initié en janvier 2023 avec différents partenaires : l'expérimentation d'une Caisse Alimentaire Commune, inspirée du principe de Sécurité Sociale de l'Alimentation. Ce projet vise à favoriser et soutenir l'accès des habitants à des produits sains, produits dans des conditions respectueuses de l'environnement, et à contribuer au développement de circuits de production et de distribution durables.

En interne, la réorganisation de l'administration a abouti à la création, en 2023, du service de responsabilité sociale et sociétale de l'employeur (RSE). Ce service a vocation à piloter et coordonner des actions de promotion de la diversité et de lutte contre les discriminations. Différents partenariats institutionnels ont d'ores et déjà été mis en place, par exemple avec le Fonds pour l'insertion des personnes handicapées dans la fonction publique ou FACE Hérault.

### **La Métropole impulse de nombreux projets d'accompagnement du tissu économique vers une réduction des impacts environnementaux et une économie plus circulaire**

Montpellier Méditerranée Métropole a engagé dès 2021 l'initiative Medvallée, pour porter un pôle d'excellence mondial dans les domaines de la santé, de l'alimentation-agronomie-agriculture et de l'environnement. A la suite des Assises Medvallée de juin 2022, 28 actions sont à ce jour réalisées ou engagées, sur les 30 que comporte le Plan de la Stratégie MedVallée.

La création de l'Agence de développement et des transitions de l'aire urbaine de Montpellier est une autre avancée structurante pour l'accompagnement du tissu économique vers la transition écologique. La première action phare menée par l'Agence concerne un partenariat signé avec l'Institut Mines Telecom, qui s'est implanté à Montpellier pour accompagner les entreprises du territoire dans leurs transformations face aux enjeux de transition numérique, écologique et sociétale.

La Métropole travaille également à l'élaboration et la mise en œuvre d'actions, démarches ou projets en faveur du développement de « *l'entrepreneuriat à impact* » et de la transformation des entreprises vers des modèles plus vertueux socialement et écologiquement. Elle apporte ainsi un soutien aux partenaires têtes de réseaux et structures d'aide à la création et au développement d'entreprises à « *impact* » et de structures de l'économie sociale et solidaire.

Elle a par ailleurs lancé le portail MontpellierImpact, un outil digital à destination des entreprises, qui vise à améliorer la Responsabilité Sociale et Environnementale des entreprises sur le volet sociétal. Ce portail permet ainsi de renforcer le lien entre entreprises et associations œuvrant au cœur des Quartiers Prioritaires afin de faciliter l'engagement des entreprises en matière d'éducation, emploi, d'achats responsables ou encore de mécénat financier.

En matière de gestion des déchets, la Métropole a adopté début 2023 son Programme Local de Prévention des Déchets Ménagers et Assimilés (PLPDMA) avec pour objectif de travailler avec l'ensemble des acteurs du territoire concernés par la prévention des déchets ménagers et assimilés. Elle continue à mettre en œuvre une ambitieuse stratégie sur la valorisation des biodéchets. Elle soutient par ailleurs différents projets de transition vers une économie circulaire, comme par exemple l'installation de points de réemploi des objets usagers dans les déchetteries, le déploiement de recycleries, une troisième édition de l'appel à projets « *Zéro Déchet et Économie Circulaire* », une convention de partenariat pour la prévention, la réduction des déchets des activités économiques, le développement du tri et l'économie circulaire avec la CCI, ou encore un soutien au festival de la nouvelle mode.

Concernant le tourisme, une feuille de route Tourisme & Loisirs Durable est en cours d'élaboration. Ce document fixera les grandes orientations en matière de développement touristique et le plan d'actions associé.

Enfin, la Métropole porte une stratégie de structuration de l'approvisionnement alimentaire, basée à la fois sur le développement et l'implantation de structures de transformation agro-alimentaires sur le territoire, sur l'aide à la commercialisation des produits locaux durables en circuits courts et de proximité, par exemple avec la plateforme Bocal, et sur le Marché d'Intérêt National comme outil central de structuration des filières de demi-gros et de logistique alimentaire.

En interne, la Métropole a initié la formalisation d'une stratégie sur le numérique responsable. En 2023, elle a participé à la semaine mondiale du nettoyage numérique.

### **L'épanouissement de tous les êtres humains**

L'objectif d'épanouissement des êtres humains, notamment via un accès pour tous à la culture et au sport, inspire de nombreux projets, à commencer par la candidature de la Métropole au titre de capitale européenne de la culture en 2028, qui a permis de faire émerger de nombreuses synergies entre les acteurs culturels.

Concernant les projets culturels pour les publics éloignés, la Métropole a soutenu 35 projets artistiques et culturels en quartier politique de la ville pour une enveloppe globale de 140 000 €. Elle a également mis en œuvre des actions pour permettre les pratiques artistiques et l'accès aux œuvres dans des lieux culturels.

Les institutions culturelles sont aussi des médiatrices de la sensibilisation aux enjeux environnementaux, comme par exemple le site Archéologique Lattara Musée Henri Prades qui porte un projet d'agropastoralisme pour 2024 afin de limiter les dépenses d'entretien des 11 hectares du site et qui a accueilli en 2023 un cycle de conférences de sensibilisation à l'environnement et à l'archéologie du paysage « *Façonner la Nature, Inventer le paysage* » et participé aux Journées Nationales de l'Architecture en partenariat avec les étudiants de l'École Nationale Supérieure d'Architecture de Montpellier – ENSAM sur le thème « *Architecture et transition écologique* ».

Les médiathèques représentent également des lieux privilégiés de sensibilisation et de ressources, via par exemple l'accueil de groupes adultes et scolaires sur des sujets comme le dérèglement climatique, l'alimentation durable, le vivant et le jardin, le cycle de l'eau, la biodiversité, ou la tenue d'ateliers à destination des agents sur les fresques du climat et du numérique. Les agents des médiathèques ont aussi été formés à la démarche « *bibliothèques vertes* ».

Côté politique des sports, 2023 a vu la réouverture de la piscine de la Motte Rouge rénovée, ainsi que l'inauguration du BMX Skatepark. La Métropole poursuit également son engagement dans un projet national s'inscrivant dans la « *politique de la ville* » en partenariat avec l'Education nationale, le ministère des Sports et les associations locales, qui vise à assurer l'apprentissage de la natation aux enfants de 6 à 12 ans, grâce à des stages gratuits. Ce projet répond à l'objectif du Plan Piscines voté en octobre 2023 de permettre l'acquisition de ce savoir fondamental pour l'ensemble des enfants à l'entrée en 6<sup>ème</sup>.

En interne, un programme de formation à destination des agents propose des formations à la laïcité, ainsi qu'aux enjeux de transition climatique.

### **La participation des acteurs et actrices et de la population, le pilotage et la transversalité des démarches, l'évaluation et la stratégie d'amélioration continue**

En termes de participation citoyenne, la Métropole, en collaboration avec les communes, a organisé, en février-mars 2023, 33 réunions publiques pour présenter et partager le projet de Plan Local d'Urbanisme intercommunal Climat. Ce dispositif, inédit par son ampleur, a permis de recueillir les observations et remarques au plus près de la population. Plus d'un millier de participants se sont ainsi mobilisés pour contribuer au projet du PLUi Climat.

Dans le cadre de la conférence « *Accélérons la transition – Les solutions possibles pour faire évoluer et transformer nos villes et territoires* », organisée par le magazine Sans transition ! à l'Agro Montpellier et soutenue par la Ville et la Métropole, Rob HOPKINS est venu en avril 2023 sur le territoire à la rencontre des acteurs locaux, et a terminé par une conférence grand public sur la question de la transition écologique des territoires.

Enfin en avril 2023, Montpellier Méditerranée Métropole s'est emparée du sujet de l'intelligence artificielle, via un Comité territorial de l'intelligence artificielle, rassemblant chercheurs, entrepreneurs et, élus. Ce comité a préconisé l'ouverture d'un débat citoyen, sous la forme d'une convention citoyenne qui se déroulera de novembre 2023 à février 2024. Cette convention citoyenne vise à permettre de rassembler une quarantaine d'habitants de la Métropole, tirés au sort et assistés par un collège d'experts, dont le mathématicien Cédric VILLANI, auteur en 2018 d'un rapport parlementaire sur l'intelligence artificielle.

Concernant l'amélioration continue de ses politiques, la Métropole, lauréate du label Cit'ergie en 2019, a engagé en 2023 le processus de renouvellement de cette labellisation, qui est mutualisée avec la Ville de Montpellier. Ce label de dimension européenne récompense les collectivités mettant en œuvre des politiques climat-air-énergie ambitieuses. En 2019, la Métropole et la Ville de Montpellier avaient obtenu un score de 58% du potentiel de points sur la base du référentiel du label, ce qui leur avait permis d'obtenir une labellisation « 3 étoiles ». Elles visent désormais une labellisation « 4 étoiles », possible à partir d'un score de 65%.

Enfin, en termes de gouvernance, une actualisation des instances de gouvernance du Plan Climat Air Energie Territorial solidaire, a eu lieu en 2023. Le comité de pilotage du PCAETs est ainsi composé des vice-présidents métropolitains et des élus de la Ville de Montpellier dont les délégations sont concernées par les enjeux climatiques. Le comité technique est composé du directeur général des services, des directeurs des 20 pôles et des 6 missions regroupant l'ensemble des services mutualisés de la Métropole et de la Ville de Montpellier. Le comité des référents est constitué de représentants des différents services impliqués dans la mise en œuvre du PCAETs. Le comité des partenaires rassemble une diversité d'acteurs du territoire (partenaires institutionnels, entreprises, associations, institutions de recherche...) impliqués dans la mise en œuvre du PCAETs. Un groupe de travail des 31 DGS Energie-Climat et la conférence des Maires permettent d'associer les communes. Par ailleurs, le Conseil de développement métropolitain contribue au suivi-évaluation du PCAETs.

**En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :**

- De prendre acte de la présentation du rapport de développement durable 2023 ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

Le Conseil prend acte.

Fait à Montpellier, le 16/02/24

Pour extrait conforme,

**Monsieur Le Président**

**Signé.**

**Michaël DELAFOSSE**

Publiée le : 22 février 2024  
Accusé de réception – Ministère de l'intérieur  
034-243400017-20240213-254100-DE-1-1  
Acte Certifié exécutoire :  
Réception en Préfecture : 21/02/24

**Liste des annexes transmises en préfecture:**

- 2023\_RADD\_3M.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.